

Arrêté N° 2018_03443_VDM

SDI 13/105 - ARRÊTÉ D'ÉVACUATION - 28, RUE DES PHOCÉENS - 13002 - 202808 A0046

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2212-4,
Vu le rapport de visite réalisé in situ 28, rue des Phocéens – 13002 MARSEILLE le 12 décembre 2018 par Monsieur Jean Jacques ATAMIAN, expert judiciaire.

Considérant qu'aux termes de l'article L. 2212-2 du CGCT, « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment [...] 5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure » ; que l'article L. 2212-4 du CGCT précise qu' « en cas de danger grave ou imminent, tel que les accidents naturels prévus au 5° de l'article L. 2212-2, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ».

Considérant le rapport, susvisé rendu par Monsieur Jean Jacques ATAMIAN, soulignant les désordres constatés au sein de l'immeuble sis 28, rue des Phocéens – 13002 MARSEILLE, concernant particulièrement les pathologies suivantes :

- Aggravation importantes des fissurations dans les cloisons, plafonds et linteaux des portes (appt n°24,25 et 31),
- Affaissement du plancher à l'entrée de l'appartement n°31
- Fissuration très importante dans la salle de bain ainsi qu'à l'entrée dans l'appartement n°20
- Façade de l'immeuble : Importantes fissures sur les corniches et décollement d'une modénature au balcon du 1^{er} étage donnant sur la rue des phocéens (ce qui a justifié l'intervention des Marins Pompiers et la mise en sécurité du trottoir par des barrières)

Considérant qu'il y a lieu, dans l'attente de la nomination d'un expert désigné par le Tribunal administratif, de prendre les mesures immédiates et appropriées afin de garantir la sécurité des occupants et du public,

Considérant qu'en raison des désordres constatés au sein de l'immeuble sis 28, rue des Phocéens – 13002 MARSEILLE et des risques graves concernant la sécurité du public et des occupants de cet immeuble, il appartient au Maire, au titre du danger immédiat, de prendre des mesures provisoires

et de prescrire l'évacuation de cet immeuble, ainsi qu'une interdiction d'habiter et d'occuper assortie d'un périmètre de sécurité devant l'immeuble.

ARRETONS

Article 1 Pour des raisons de sécurité liées à un danger grave et imminent, compte tenu des désordres constatés au sein de l'immeuble sis 28, rue des Phocéens – 13002 MARSEILLE, celui-ci doit être immédiatement et entièrement évacué par ses occupants.

Article 2 Jusqu'à nouvel ordre, cet immeuble est interdit à tout accès, à toute occupation et à toute habitation, sauf autorisation exceptionnelle du Directeur des opérations de secours dans les conditions qu'il déterminera et qui pourra être délivrée, notamment, aux experts et professionnels chargés de la mise en sécurité de l'immeuble.

Article 3 Un périmètre de sécurité, matérialisé par la pose d'une signalisation et de barrières, interdisant le trottoir le long de la façade est défini devant l'immeuble et sera maintenu jusqu'à la disparition de tout risque d'atteinte à la sécurité.

Article 4 Cet arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble, ainsi qu'en mairie, et notifié au propriétaire et locataires de l'immeuble.

Il sera également publié au Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille et transmis au contrôle de légalité.

Article 5 Pour faire appliquer les mesures prévues aux articles 1 à 3 du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir, en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 6 Ampliation de cet arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, à Monsieur le Préfet de Police, à Monsieur le Procureur de la République, à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ainsi qu'au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et au Bataillon des Marins Pompiers.

Article 7 Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Préfet de Région et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de l'accomplissement des formalités de publicité par la Ville de Marseille.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 19 décembre 2018